



Synthèse des discussions des panels (14 juin 2011)

Panel 3. «Le rôle du travail décent dans une mondialisation plus équitable, plus verte et plus durable»

1. Le panel 3, qui s'est réuni le 14 juin 2011, avait pour modérateur M. Raymond Torres (OIT). Le panel a réuni les personnalités suivantes: M^{me} Noeleen Heyzer, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), M^{me} Jennifer Kargbo, Secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), M^{me} Rima Khalaf, Secrétaire générale adjointe et Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), M. Ján Kubiš, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) et M. Antonio Prado (Brésil), Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). Les participants ont débattu d'un schéma de croissance plus équitable, susceptible de se traduire par une répartition plus équilibrée des avantages et des débouchés et de mener à une mondialisation plus juste, plus verte et plus durable, ainsi que des changements requis au niveau de la coopération internationale et régionale pour obtenir davantage de cohérence politique et améliorer la gouvernance en matière de travail décent à l'échelle régionale et à l'échelle mondiale.
2. M^{me} Heyzer, reconnaissant que l'Asie a bénéficié de la mondialisation, fait observer que, parallèlement, les inégalités et les disparités se sont aggravées. La crise financière mondiale a simplement exacerbé les multiples crises régionales (alimentation, pétrole, catastrophes naturelles), rendant la situation plus volatile sur le continent. A l'inverse de ce que l'on a pu observer lors de la crise de 1997, quand elle a pu faire fond sur ses énormes réserves en 2008, l'Asie n'a pas pu se dégager de la nouvelle donne, en raison essentiellement du poids de sa dette et de ce que les marchés de l'exportation se sont refermés. L'oratrice a fait observer que l'Asie doit se remettre en question et créer des marchés locaux, en recourant à des dispositifs d'incitation. Elle a abordé ensuite la question du travail et des emplois décents, qu'il faut multiplier tout en élargissant la protection sociale. Affirmant que l'Asie a intégré la dimension économique et la dimension sociale dans son programme de développement, ce qui a bénéficié à ses populations et stimulé les marchés, elle a noté par ailleurs que l'Asie montre la voie de la croissance verte. M^{me} Heyzer a vanté le modèle asiatique et sa valeur d'exemple pour la création de nouveaux marchés, ainsi que l'investissement dans les technologies propres et la croissance verte. Elle a salué cette approche, car la croissance verte n'est pas considérée comme synonyme de sacrifices en Asie, mais plutôt comme facteur de concrétisation d'un programme de développement durable, assurant la sécurité des travailleurs et la répartition équitable des richesses. Cet investissement en capital humain et en capital social explique

d'ailleurs la capacité d'adaptation de l'Asie, qui permet au continent d'amortir les chocs et les crises et d'élargir l'espace démocratique pour y inclure les minorités et les groupes vulnérables.

3. M. Kubiš, relevant la grande diversité des pays de la CENUE, a fait observer qu'il est plus facile de débattre des tendances à l'échelle sous-régionale. Les pays relativement développés de la région appliquent traditionnellement un modèle de développement social et économique qui repose sur un niveau élevé de redistribution fiscale, un développement social n'excluant personne, le respect des droits des travailleurs et des revenus équitables fondés sur le marché. Toutefois, ces vingt dernières années, ce modèle a été fragilisé par une réorientation néolibérale. Par voie de conséquence, les politiques mises en œuvre pour palier la crise financière et économique ont été ciblées sur l'austérité fiscale et la réduction de la dette plutôt que sur la demande utilisée comme facteur de croissance de l'emploi. De l'avis de cet intervenant, de telles politiques, qui se traduisent par divers problèmes sociaux et politiques, ne contribuent pas à une croissance équitable, pas plus qu'elles ne produisent une progression des emplois décents. M. Kubiš, reconnaissant ensuite l'importance des emplois écologiques, a déclaré que ces activités sont potentiellement la composante clé de la revitalisation de la région tout entière. Selon lui, les emplois verts peuvent mener à un renforcement de la compétitivité et contribuer à un recadrage vers des économies de marché à orientation sociale.
4. M^{me} Khalaf a fait remarquer que les actuels soulèvements populaires dans les pays arabes résultent, pour une bonne part, du modèle économique appliqué, lequel met l'accent sur la croissance et non pas sur la distribution des résultats de la croissance. A son avis, les populations se rebellent contre la marginalisation et l'injustice, contre la corruption. Autre problème du modèle actuel: un manque de respect pour les valeurs et les droits, qui auraient dû être pris pour base de la restructuration économique. De l'avis de cette intervenante, l'évolution actuelle appelle un nouveau modèle de croissance, fondé sur la participation populaire et la démocratie, la justice sociale, concernant la distribution des revenus, l'inclusion sociale, selon laquelle le statut de citoyen est à la base des droits, l'action positive comme facteur d'autonomie pour ceux qui étaient précédemment marginalisés, et enfin la durabilité de l'environnement. Pour conclure, M^{me} Khalaf a exhorté ses collègues à lutter contre l'insuffisance des débouchés et non pas seulement contre l'insuffisance des revenus, à combattre les déficits de moyens et non pas seulement les déficits budgétaires, et à libérer les individus de la crainte et non pas seulement de la pauvreté.
5. Comme l'a fait remarquer M^{me} Kargbo, la croissance observée en Afrique est due principalement aux pays qui disposent de ressources abondantes. Du fait, notamment, que le pourcentage de jeunes dans la population progresse toujours, l'emploi est devenu la première des priorités dans la région. L'intervenante a souligné que, pour que la croissance soit centrée sur l'emploi, il faut que les moyens de production, tels que la terre, soient gérés efficacement, que le secteur privé se développe et entraîne ainsi la création de richesses, que l'intégration régionale et le développement de l'infrastructure régionale se poursuivent, et que les gouvernements s'impliquent davantage, notamment en ce qui concerne la création de systèmes de contrepoids destinés à protéger les travailleurs du secteur privé. Pour récapituler, M^{me} Kargbo a déclaré que, dans le contexte africain, la mondialisation durable n'était pas seulement une question de bien-être social, mais aussi de croissance et de compétitivité économiques, ce qui demande un effort en termes de moyens de production et d'infrastructures.
6. M. Prado a relevé que, en Amérique latine et dans les Caraïbes, la période qui a précédé la crise, entre 2002 et 2008, était caractérisée par une forte croissance économique, associée à une répartition équitable des revenus, elle-même accompagnée d'un net recul de la pauvreté. Après avoir connu une croissance négative en 2009, la région s'est rapidement

remise de la crise, en particulier grâce à des mesures à caractère social – salaire minimum, prêts aux exploitants agricoles, etc. La région doit à présent trouver le moyen de concilier croissance soutenue et promotion du travail décent. Pour maintenir son rythme de croissance, elle a besoin de politiques permettant de mieux redistribuer les revenus et, parallèlement, d'accroître la productivité, d'attirer de nouveaux investissements et de renforcer les relations commerciales avec d'autres régions. M. Prado a ensuite insisté sur l'importance que revêt le développement durable pour la région et a souligné qu'il faut restructurer le secteur de l'énergie, notamment dans les centres urbains.

7. Suite à ces premières interventions, les membres du panel se sont arrêtés sur des exemples concrets et ont fait ressortir quelques tendances régionales. S'agissant des pays arabes, M^{me} Khalaf a proposé d'établir une distinction entre la reprise à long terme, qui est riche de promesses, et la transition à court terme, qui pourrait s'avérer délicate, et a indiqué que les pays arabes se répartissaient entre quatre catégories. La première d'entre elles regroupe les Etats qui s'ouvrent à la démocratie et donnent des signes encourageants pour l'avenir malgré leurs difficultés actuelles. La deuxième catégorie regroupe les pays qui ont perdu leur cohésion sociale et où des divisions ethniques sont apparues; ces pays sont toujours en proie à la violence, et leur infrastructure économique s'en trouve perturbée. La population réclamant davantage de droits, l'instauration d'un régime plus démocratique y sera nécessaire à terme. On trouve dans la troisième catégorie les Etats dont le gouvernement a promis des réformes, bien qu'il faille encore voir comment celles-ci seront mises en œuvre. La quatrième catégorie comprend les Etats dont le gouvernement a étouffé tout désir de réforme au moyen d'aides concrètes et par l'injection massive d'argent dans l'économie. Comme l'a souligné M^{me} Khalaf, il faudra néanmoins, à long terme, que ces pays avancent vers la démocratie. Enfin, l'intervenante a souligné que la Palestine n'entre dans aucune de ces catégories en raison de son occupation qui grève son développement socio-économique. Elle espère voir la fin de cette occupation et la création, à terme, d'un Etat palestinien.
8. M. Kubiš a fait observé que, même si, dans l'ensemble, la croissance n'est pas aussi spectaculaire en Europe qu'en Asie, en Amérique latine ou en Afrique, elle est relativement forte dans un certain nombre de pays, comme l'Allemagne ou la Slovaquie. C'est l'effet produit par cette croissance aux plans social et politique qui pose problème dans la région. Dans de nombreux pays de l'Union européenne, les politiques sociales et économiques doivent permettre de répondre à de nouveaux défis, et il faut pour cela que les politiciens regardent au-delà de l'horizon électoral et prêtent l'oreille à la population. Se référant au rapport présenté par le Directeur général à la Conférence internationale du Travail, dans lequel celui-ci fait remarquer que, si certaines institutions sont «trop grosses pour faire faillite», beaucoup de personnes sont «trop petites pour compter»¹, l'intervenant est d'avis que, tout comme les populations d'Afrique du Nord, les Européens sentent eux aussi qu'il y a des injustices, que les inégalités se creusent, que les affaires publiques ne sont pas gérées correctement et que la corruption est présente. Pour M. Kubiš, il faut certes trouver une approche d'ensemble s'inscrivant dans la durée pour résoudre ces problèmes, mais il faut aussi, dans l'immédiat, s'attaquer au chômage endémique et au manque de perspectives d'avenir. Les nouvelles technologies, le renforcement de la compétitivité et l'économie verte pourraient faire partie de cette approche. En conclusion, l'intervenant a déclaré que des institutions comme l'Union européenne ou le G8 devraient non seulement s'attacher à présenter, mais aussi à promouvoir une telle approche.

¹ BIT: *Une nouvelle ère de la justice sociale*, rapport du Directeur général à la 100^e session de la Conférence internationale du Travail, paragr. 10.

-
9. M^{me} Heyzer a indiqué que l'Asie est considérée comme un centre de gravité en raison de l'importance des flux de capitaux que l'on y observe. A son sens, l'Asie a tiré les leçons de la crise financière de 1997 et mis en place des mécanismes de contrôle des capitaux. Par ailleurs, le continent est très attaché à la gouvernance économique, qui est aussi importante au niveau mondial, de même que la reprise axée sur l'emploi et la création de richesses. L'intervenante a évoqué toute une série de problèmes que rencontrent divers pays de la région, notamment la pauvreté en Asie du Sud et les changements climatiques dans le Pacifique. Les Etats qui tirent avantage de la mondialisation et de la régionalisation sont les Etats «développementaux» d'Asie du Nord-Est, qui investissent dans l'éducation, la répartition équitable des terres, le logement, l'assainissement, la gestion de l'eau et la construction de villes viables. Sur le plan de la protection sociale, les mesures prises jusqu'à présent sont ponctuelles et ne s'intègrent pas dans les stratégies économiques et sociales. S'agissant du socle de protection sociale minimum, M^{me} Heyzer a fait observer que bon nombre de travailleurs employés dans le secteur informel, les travailleurs des zones rurales et les travailleurs occasionnels en sont exclus. Elle a insisté sur la nécessité de privilégier les droits du citoyen plutôt que les droits au travail afin d'assurer un niveau de sécurité minimum. Enfin, elle a annoncé que l'Asie a mis en place une architecture financière régionale dans le cadre de laquelle les actions des pays seront coordonnées, notamment pour ce qui est du taux de change.
10. M^{me} Kargbo a indiqué qu'en Afrique les programmes de protection sociale sont ancrés dans des politiques économiques. Ainsi, la protection sociale peut être envisagée dans le cadre de politiques économiques reconnaissant la nécessité de créer des emplois. C'est particulièrement vrai des industries extractives, où des politiques sectorielles sont nécessaires pour assurer le lien entre le secteur minier et les autres secteurs économiques, de manière à ce que l'exploitation des ressources naturelles serve aussi les communautés locales. Une façon d'y parvenir est d'adopter une politique des achats axée sur les entreprises locales pour ouvrir des perspectives de développement local. M^{me} Kargbo a souscrit à la notion d'Etat «développemental», qui désigne les Etats favorisant le développement économique et la croissance économique tout en assurant des perspectives d'emploi et des avantages sociaux à leurs citoyens. Elle a souligné que les pays d'Afrique doivent se situer sur les chaînes d'approvisionnement mondiales de manière à ce que le secteur minier soit ancré dans le tissu économique local et ait des retombées sociales positives pour les populations. L'Afrique est un continent riche de ressources naturelles, mais il faut encore que cette richesse se traduise en bien-être social pour la population.
11. M. Prado a fait observer que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes dispose de nombreuses réserves monétaires, ce qui a joué un rôle non négligeable dans l'atténuation des effets de la récente crise. Cependant, comme la plupart de ces réserves sont en dollars des Etats-Unis, plusieurs problèmes se posent en raison de la volatilité des taux de change et de l'éventualité d'une dépréciation du dollar, avec tous les effets négatifs que cela peut avoir sur la compétitivité de la région. M. Prado a insisté sur la nécessité d'adopter des politiques pour empêcher les flux spéculatifs et faire en sorte que l'investissement direct ne soit pas utilisé à des fins de spéculation. Dans le même temps, les politiques budgétaires ont permis de contrebalancer les effets de la crise, et quelques pays de la région n'accusent qu'un faible déficit public. Cependant, étant donné la variété des modèles fiscaux dans la région, la coopération internationale est nécessaire pour régler le problème de la dette publique. Il faut aussi investir dans les technologies propres et durables à l'appui d'une nouvelle croissance économique. Evoquant les engagements pris par les pays développés à l'égard des pays en développement concernant le transfert de technologie, M. Prado s'est dit déçu qu'ils ne se soient pas encore matérialisés.

-
12. Le membre gouvernemental du Cameroun a remercié l'OIT d'avoir organisé ce panel et demandé à M^{me} Kargbo quand, à son avis, la croissance économique africaine, qui est principalement fondée sur les ressources naturelles, se traduira par des créations d'emploi et une meilleure répartition des avantages sociaux. M^{me} Kargbo a répondu que la croissance économique exige un nouveau modèle de développement axé sur le développement intérieur pour mieux intégrer les industries extractives dans l'économie mondiale tout en faisant en sorte que les chaînes d'approvisionnement mondiales créent de la valeur localement. Elle a par ailleurs appelé à l'intégration régionale pour que l'ensemble du continent puisse mieux se développer. La valeur ajoutée des ressources naturelles ne devrait pas se retrouver à l'étranger mais rester dans les pays détenant ces ressources, de manière à pouvoir constituer des réserves qui seront utilisées pour investir, développer et créer de la valeur localement.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Synthèse des discussions des panels (14 juin 2011)

Panel 3. «Le rôle du travail décent dans une mondialisation plus équitable,
plus verte et plus durable»..... 1

.....
: Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires afin de réduire autant que possible l'impact :
: sur l'environnement des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions :
: reconnaissants aux délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs :
: propres exemplaires afin de ne pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de :
: la Conférence sont accessibles sur Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>. :
:.....